Ministère fédéral de la
Coopération économique
et du Développement

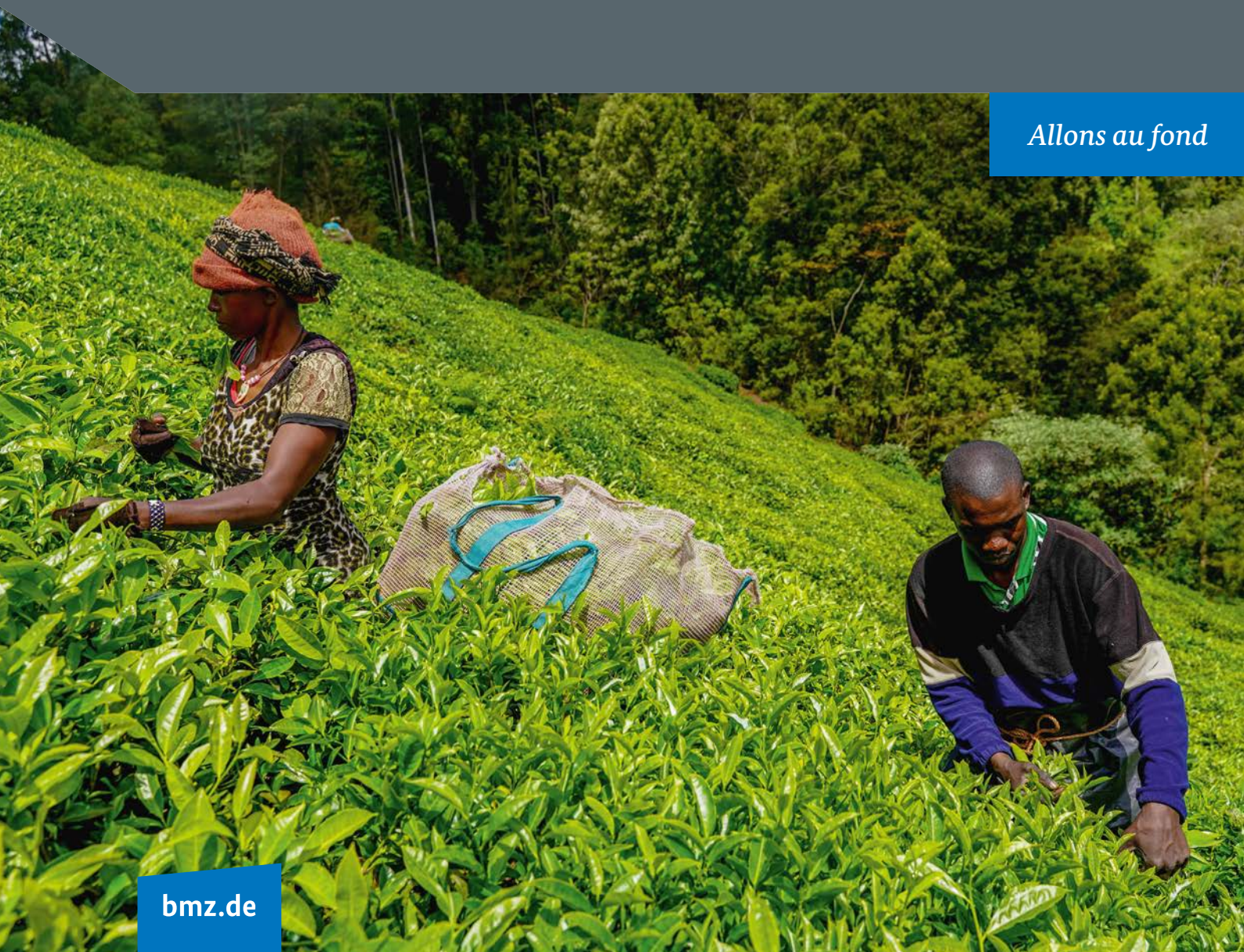
KFW

financeinmotion
INVESTING IN DEVELOPMENT

eco.business Fund

Des incitations pour une économie verte

L'eco.business Fund soutient des méthodes de production durables – désormais également en Afrique



Allons au fond

bmz.de

L’enjeu majeur

La perte de la diversité biologique représente l'un des plus grands risques pour l'humanité. Un million d'espèces sont menacées d'extinction. Sans la préservation de la biodiversité, 80 % des objectifs internationaux de développement durable et des grands volets de l'Accord de Paris sur le climat ne peuvent pas être atteints.

La nature assure nos moyens de subsistance et constitue la base de l'activité économique. Elle est cependant soumise à la pression croissante des interventions humaines : l'industrie minière, l'agriculture intensive, la déforestation et la pêche incontrôlée mettent les ressources naturelles de plus en plus en danger. Dans de nombreuses régions du monde, les conséquences de cette surexploitation de la nature sont déjà clairement perceptibles : les sols se dégradent, les forêts disparaissent, l'eau est polluée. Vient s'y ajouter le changement climatique qui cause de profondes séquelles.

L'étendue des effets néfastes est visible dans la perte de la diversité biologique, que le Forum économique mondial classe parmi les six plus grands risques pour l'humanité. La lutte contre ces pertes est désormais considérée comme aussi importante que la lutte contre le changement climatique. Selon le Conseil mondial de la biodiversité, un million d'espèces sont déjà menacés d'extinction – un développement dramatique et sans précédent. Le Conseil indique en même temps que 80 % des objectifs internationaux de développement durable (ODD) et des volets essentiels de l'Accord de Paris sur le climat ne peuvent être atteints sans contre-mesures efficaces.

Pour mettre un terme à cette tendance, de nouvelles pratiques économiques sont nécessaires en plus d'une protection efficace de la nature. L'économie doit s'orienter vers une « Green Economy », une économie verte. Cela nécessite des mesures incitatives et du capital financier. L'eco.business Fund est un instrument qui va dans ce sens et qui encourage l'activité économique contribuant à l'utilisation durable des matières premières et à la préservation de la biodiversité. Il contribue également à atténuer le changement climatique et à s'adapter à ses conséquences négatives. Le fonds a été créé en 2014 par la KfW Banque de Développement pour le compte du ministère fédéral de la Coopération économique et du Développement (BMZ) en collaboration avec Conservation International et Finance in Motion.

↑ Au cours de la récolte du cacao, ici en Amérique latine

↑ Des fèves de cacao : elles proviennent de l'intérieur du fruit

L'eco.business Fund est un instrument encourageant l'activité économique qui contribue à l'utilisation durable des matières premières et à la préservation de la biodiversité.

← La matière première du chocolat : des cacaoyers aux fruits généreux

Le fonds vert

L'eco.business Fund encourage les méthodes économiques durables dans les domaines de l'agriculture, de la pêche, des forêts et du tourisme écologique. En raison de son succès en Amérique latine, son concept est maintenant transféré à l'Afrique.

L'eco.business Fund réalise un travail de pionnier : il est unique dans sa démarche dans la mesure où il soutient exclusivement des entreprises qui remplacent leurs processus de production conventionnels par des méthodes durables. Il a commencé son activité en Amérique latine et dans les Caraïbes, où il se concentre sur quatre secteurs : l'agriculture et la sylviculture, le tourisme, la pêche et l'aquaculture.

Il réunit dans ce sense des investisseurs privés et publics, qui supportent différents niveaux de risque. La participation d'institutions publiques constitue une couverture de risque pour les autres investisseurs – ce qui rend le fonds plus attrayant et attire davantage de capitaux privés. De ce fait, les investissements privés représentent aujourd'hui 30 % du volume total du fonds.

De manière générale, le fonds accorde des « lignes de crédit vertes » aux banques locales, qui à leur tour accordent des prêts aux entreprises locales.aCes dernières doivent disposer de certificats de durabilité de la Rainforest Alliance ou du FSC par exemple, ou avoir pour objectif d'obtenir un tel certificat, ou bien mettre en œuvre une mesure durable conformément aux principes verts du fonds. Depuis la création, des prêts de plus de 570 millions d'euros ont été versés aux emprunteurs. Grâce à une production plus importante et durable, le fonds améliore directement les conditions de vie des populations locales.

Depuis 2014, l'eco.business Fund a déjà accomplis beaucoup de choses. Il a par exemple promu la culture durable du cacao en Équateur ou du café respectueux de l'environnement au Salvador. Dans l'ensemble, il a contribué en peu de temps à:

→ protéger plus de 90 000 hectares de terres contre la déforestation, ce qui correspond à près de 130 000 terrains de football.

→ économiser plus de 4 millions de mètres cubes d'eau, soit plus de 26 millions de baignoires.

→ prendre des mesures de protection des sols sur plus de 80 000 hectares de terres agricoles, ce qui correspond à peu près à la superficie de Berlin.

→ protéger environ 280 000 emplois dans le secteur du bio, ce qui correspond à environ la moitié de tous les emplois dans l'agriculture allemande.

→ stocker environ 5 millions de tonnes de CO_2 via l'agroforesterie, ce qui correspond aux émissions par habitant d'environ 600 000 Allemands.

Comme l'eco.business Fund a enregistré en quelques années beaucoup de succès en Amérique latine, il existe désormais depuis fin 2019 une fenêtre du fonds pour l'Afrique subsaharienne.

L'eco.business Fund fait œuvre de pionnier dans la mesure où il réunit des investisseurs privés et a pour une économie durable.

← Un producteur de cacao durable en Équateur

La nouvelle branche

La nature en Afrique est particulièrement riche, mais aussi particulièrement menacée, notamment parce que la demande en denrées alimentaires augmente. C'est pourquoi l'eco.business Fund en Afrique encourage non seulement l'agriculture durable mais aussi les entreprises qui protègent et entretiennent la forêt.

Malgré des progrès significatifs, la faim et la malnutrition demeurent un problème sérieux en Afrique. Elles sont accentuées par une croissance démographique parmi les plus élevées au monde. L'Afrique a ainsi besoin d'une agriculture de plus en plus intensive. Ce développement ne doit cependant pas se faire au détriment de la nature s'il doit devenir un modèle durable à long terme. Cela signifie que l'Afrique doit combiner sa croissance économique et sa demande croissante de produits alimentaires avec des principes écologiques. C'est vrai avant tout pour la conservation des forêts et de la biodiversité – le continent est particulièrement riche dans ces deux domaines, qui malgré tout se trouvent également particulièrement sous pression.

C'est dans ce contexte que la KfW, au nom du BMZ, a développé avec ses partenaires l'idée d'étendre l'eco. business Fund à l'Afrique. S'inspirant du concept novateur et fructueux de l'Amérique latine et des Caraïbes, le fonds fournit aux banques de la région des « lignes de crédit vertes », mais soutient aussi directement des entreprises et des coopératives qui s'engagent à adopter des méthodes économiques respectueuses de l'environnement. L'accent est mis sur les pratiques de production qui préservent les forêts, en particulier en raison de la protection du climat.

Le fonds opère en Afrique subsaharienne indépendamment du fonds en Amérique latine, mais sous une couverture commune. Ici aussi, les domaines de promotion sont : agriculture et sylviculture, pêche et aquaculture, tourisme. Et là aussi, des mesures incitatives importantes pour une « économie verte » seront mises en place en peu d'années. Sans un changement fondamental de notre système économique, c'est en effet le fondement naturel de la vie, et donc l'avenir de l'humanité, qui est en jeu.

La croissance économique de l'Afrique et sa demande croissante en produits alimentaires doivent être combinées avec des principes écologiques.

↑ Des plants de cacao en Afrique, principale zone de culture du cacao en dehors de l'Amérique latine

← Contrôle qualité de bananiers en Afrique australe

PUBLIÉ PAR LE
Ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement (BMZ),
Division 122 – Développement rural, droits fonciers, forêt, élevage

RÉDACTION
KfW Centre de compétence infrastructure et ressources naturelles

CONCEPTION
Cube Werbeagentur, Munich

IMPRESSION
Ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement (BMZ)
Imprimé sur du papier certifié avec l'écolabel « Ange bleu »

CRÉDITS PHOTOGRAPHIQUES
Toutes les photos proviennent de l'eco.business Fund sauf:
p. 2: stock.adobe.com / Seth Tipton,
p. 3 en bas: Groupe KfW / photothek.net,
p. 6: Groupe KfW / photothek.net,
p. 7: Groupe KfW / Bernhard Schurian.

MISE À JOUR
Décembre 2019

ADRESSES POSTALES DES DEUX SIÈGES DU MINISTÈRE
→ BMZ Bonn
Dahlmannstraße 4
53113 Bonn, Allemagne
Tél. +49 (0) 228 99 535 - 0
Fax +49 (0) 228 99 535 - 3500
→ BMZ Berlin
Stresemannstraße 94
10963 Berlin, Allemagne
Tél. +49 (0) 30 18 535 - 0
Fax +49 (0) 30 18 535 - 2501

CONTACT
poststelle@bmz.bund.de
www.bmz.de